



**Personnel – Administration Générale
et Mutualisation**

OBJET : Mandat CDG 44 - Conventions de participation pour la couverture du risque prévoyance des agents

EXPOSE

La réforme de la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique territoriale, initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021, place la couverture des risques prévoyance et santé des agents au premier plan de la responsabilité des employeurs publics territoriaux.

Elle introduit notamment une obligation pour ces derniers de mettre en œuvre une participation financière à la couverture du risque Prévoyance de leurs agents à compter du 1^{er} janvier 2025, puis à celle des risques frais de Santé à compter du 1^{er} janvier 2026, ainsi que des niveaux minimums de couverture pour chacun des risques. Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 est venu en préciser les modalités.

L'accord collectif national signé le 11 juillet 2023 par l'ensemble des associations représentatives d'employeurs territoriaux et des organisations syndicales représentatives de la fonction publique territoriale vient renforcer les obligations des employeurs et les droits de leurs agents, en instituant notamment la généralisation de l'adhésion obligatoire des agents aux garanties Prévoyance dans le cadre de contrats collectifs conclus par l'employeur au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

En premier lieu, le niveau des garanties offertes sera différent. Les contrats collectifs de Prévoyance à adhésion obligatoire devront en effet prévoir un niveau minimum de garantie couvrant tous les agents pour les risques Incapacité Temporaire de Travail et Invalidité à hauteur de 90% de la rémunération annuelle nette (TBI, NBI, RI).

En second lieu, c'est la participation des employeurs publics territoriaux qui change, avec une prise en charge, au minimum à hauteur de 50% des cotisations acquittées par les agents au titre du régime de base à adhésion obligatoire prévu par l'accord collectif national du 11 juillet 2023.

L'enjeu financier n'est donc plus du tout le même pour les collectivités territoriales avec un élargissement de la base des bénéficiaires d'une part, et de la participation unitaire d'autre part.

Il est également à noter que le caractère obligatoire de l'adhésion impactera également le régime d'assujettissement social et fiscal de la participation versée par l'employeur et des prestations versées par les assureurs.

En troisième lieu, l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 et l'accord collectif national du 11 juillet 2023 renforcent également les obligations des employeurs publics territoriaux en matière de dialogue social, en instituant la mise en œuvre d'un comité paritaire de pilotage et de suivi pour chaque accord collectif conclu.

Les employeurs publics territoriaux doivent donc, à plus ou moins brève échéance, engager d'une part des négociations avec les organisations syndicales et, d'autre part, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour sélectionner le ou les organismes assureurs qui couvriront les garanties de prévoyance dans le cadre de contrats collectifs à adhésion obligatoire.

Les dispositions de cet accord collectif national doivent faire l'objet dans les mois à venir de transpositions législatives et réglementaires.

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 a également confirmé le rôle d'expertise des Centres de Gestion qui ont désormais l'obligation de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et des établissements publics de leur ressort, des conventions de participation en matière de Santé et de Prévoyance.

Les enjeux sont multiples : santé au travail, attractivité du secteur public, équilibre financier, dialogue social. Le domaine expert qu'est celui de l'assurance des collectivités et de leurs établissements publics en accroît la complexité.

Afin de répondre à l'ensemble de ces enjeux, les cinq centres de gestion des Pays de la Loire ont décidé de placer cette question au cœur du schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation et de construire ensemble un cadre de mise en œuvre collectif et sécurisé.

Au regard de ce contexte juridique et technique, compte tenu de la complexité et l'expertise imposées par ce type de dossier, après une analyse approfondie menée depuis le mois de juillet 2023, le Centre de Gestion de Loire-Atlantique (CDG 44) a décidé, avec les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, d'engager un marché régional afin d'être en mesure de proposer à l'ensemble des employeurs publics de la région une offre pointue et adaptée aux différentes problématiques rencontrées en matière de prévoyance, à compter du 1^{er} janvier 2025, puis en santé, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Dans cette perspective, le CDG 44 et les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire se sont engagés dans une démarche experte et globale, qui offre aux collectivités territoriales et aux établissements publics de leur ressort un accompagnement de haut niveau sur tous les aspects juridiques, fiscaux, sociaux et financiers inhérents à la Protection Sociale Complémentaire.

Ainsi, le CDG 44 et les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire piloteront l'ensemble du processus, tant pour ce qui concerne le dialogue social et l'animation de l'instance paritaire régionale, que la définition des garanties, la rédaction du cahier des charges, la conduite des négociations avec les assureurs, l'analyse des offres, la rédaction des projets d'accords collectifs, la mise en place de la gestion des prestations et le suivi et le pilotage des contrats dans le temps, au bénéfice des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux, ainsi que des agents assurés.

La mutualisation des risques sur un large périmètre permettra de renforcer l'attractivité auprès des organismes d'assurances, mais également de mieux piloter les risques, et par là-même de maîtriser les évolutions tarifaires dans le temps.

Enfin, le CDG 44 et les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire sont parmi les tous premiers centres de gestion à initier cette démarche, ce qui constitue un gage de compétitivité pour les collectivités territoriales et établissements publics qui adhéreront à la consultation.

Le conseil d'administration du CDG 44, par délibération du 19 décembre 2023, a autorisé la signature d'une convention constitutive de groupement de commandes avec les 4 autres Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire en vue de lancer pour le compte des collectivités territoriales et établissements publics lui ayant donné mandat, une procédure de mise en concurrence en conformité avec le code de la commande publique pour conclure des conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Cette procédure permettra à tout agent d'un employeur public territorial ayant adhéré aux conventions de participation d'accéder à une offre de garanties d'assurance prévoyance mutualisées et attractives éligibles à la participation financière de son employeur, à effet du 1^{er} janvier 2025.

Afin de pouvoir bénéficier de ce dispositif, il convient de donner mandat préalable au CDG 44 afin de mener la mise en concurrence.

Ce dossier a recueilli l'avis préalable du Comité Social Territorial le 8 février dernier.

Ce dossier a été examiné lors de la commission « Personnel – Administration Générale et mutualisation » réunie le 31 janvier dernier.

DECISION

Les membres du Conseil Communautaire décident de :

- donner mandat au CDG 44, coordonnateur du groupement de commandes constitué des 5 Centres de Gestion de la région des Pays de la Loire, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau régional en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;

- donner mandat au CDG 44 pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance.

Les propositions sont adoptées à l'unanimité

Fait et délibéré à Châteaubriant,
Le 15 février 2024

Le secrétaire de séance



Matthieu HAMARD

Le Président



Alain HUNAULT

AR-Préfecture

044-200072726-20240216-17-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 16-02-2024

Publication le : 16-02-2024

Conseil Communautaire du 15



Le Président,



Alain HUNAULT

Membres titulaires en exercice : 54

L'an deux mil vingt-quatre, le quinze février, les membres de la Communauté de Communes de Châteaubriant – Derval se sont réunis à Châteaubriant – au siège de la communauté de communes- sous la Présidence de M. Alain HUNAULT

| Communes | Conseillers Communautaires | Prés. | Abs. | Exc. | Donne pouvoir à | Nom de la personne |
|---------------------|------------------------------|-------|------|------|-----------------|-----------------------------------|
| LA CHAPELLE GLAIN | M. Matthieu HAMARD | X | | | | |
| CHATEAUBRIANT | M. Alain HUNAULT | X | | | | |
| | Mme Catherine CIRON | X | | | | |
| | M. Georges-Henri NOMARI | X | | | | |
| | Mme Jacqueline BOMBRAY | X | | | | |
| | M. Rudy BOISSEAU | X | | | | |
| | Mme Claudie SONNET | X | | | | |
| | M. Elias AMIOUNI | X | | | | |
| | Mme Christine BOURDEL | X | | | | |
| | M. Jean-Luc MARSOLLIER | X | | | | |
| | Mme Simone GITEAU | X | | | | |
| | M. Bernard GAUDIN | | | | X | P |
| DERVAL | M. François-Xavier LE HECHO | X | | | | |
| | M. Dominique DAVID | X | | | | |
| | Mme Jacqueline LEBLAY | X | | | | |
| | M. Michel HORHANT | X | | | | |
| ERBRAY | Mme Laurence LE BIHAN | X | | | | |
| | Mme Isabelle DUFOURD-BOUCHET | X | | | | |
| | M. Jean-Noël BEAUDOIN | X | | | | |
| FERCE | Mme Lucie PAUL | | | | X | P Mme Isabelle DUFOURD-BOUCHET |
| | M. Alain LE TOLGUENEC | X | | | | |
| LE GRAND AUVERNE | M. Sébastien CROSSOUARD | X | | | | |
| ISSÉ | Mme Béatrice PIERRISNARD | X | | | | |
| | M. Sylvain HAMON | | | | X | |
| JANS | Mme Marie-Irène BOUIN | X | | | | |
| | M. Sylvain DESCARPENTRIES | | | | X | |
| JUIGNE DES MOUTIERS | Mme Brigitte MAISON | X | | | | |
| LOUISFERT | M. Alain GUILLOIS | X | | | | |

| | | | | | | |
|---------------------------|----------------------------|---|--|---|---|-----------------------------|
| LUSANGER | M. Yves FROMENTIN | X | | | | |
| | Mme Mireille BELLON-CHAMOT | | | X | P | M. Yves FROMENTIN |
| MARSAC SUR DON | M. Hervé DE TROGOFF | X | | | | |
| | Mme Géraldine PINSON-LERAY | | | X | P | M. Hervé DE TROGOFF |
| LA MEILLERAYE DE BRETAGNE | Mme Marie-Pierre GUERIN | X | | | | |
| | M. Jean-Yves GICQUEL | | | X | P | Mme Marie-Pierre GUERIN |
| MOIDON LA RIVIERE | M. Patrick GALIVEL | X | | | | |
| | Mme Annette PIÉTIN | | | X | P | M. Patrick GALIVEL |
| MOUAIS | M. Yvan MÉNAGER | X | | | | |
| NOYAL SUR BRUTZ | Mme Édith MARGUIN | X | | | | |
| PETIT AUVERNE | M. Olivier POIRIER | X | | | | |
| ROUGE | M. Jean-Michel DUCLOS | X | | | | |
| | Mme Isabelle MICHAUX | X | | | | |
| | Mme Catherine LE HECHO | | | X | P | M. François-Xavier LE HECHO |
| RUFFIGNE | Mme Anita BONNIER | X | | | | |
| SAINT AUBIN DES CHATEAUX | M. Daniel RABU | X | | | | |
| | Mme Marie-Paule SECHET | X | | | | |
| SAINT JULIEN DE VOUVANTES | M. Jean-Michel CHEVALIER | X | | | | |
| SAINT VINCENT DES LANDES | M. Alain RABU | X | | X | P | Mme Marie-Anne LAILLET |
| | Mme Marie-Anne LAILLET | X | | | | |
| SION LES MINES | M. Bruno DEBRAY | X | | | | |
| | Mme Martine CHEVALIER | | | X | P | M. Bruno DEBRAY |
| SOUDAN | M. Jean-Claude DESGUÉS | | | X | P | Mme Nathalie PIGRÉE |
| | Mme Nathalie PIGRÉE | X | | | | |
| SOULVACHE | M. Didier PAITIER | | | X | P | M. Alain LE TOLGUENEC |
| VILLEPOT | M. Philippe DUGRAVOT | X | | | | |

M. Alain RABU est arrivé à 17h59 au moment de la projection du film sur le budget en amont de la lecture de la délibération n°3 : Budget Primitif 2024 – Budget principal.

Secrétaire de Séance : Monsieur Matthieu HAMARD

AR-Préfecture

044-200072726-20240216-17-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 16-02-2024

Publication le : 16-02-2024



Le Président,

Alain HUNAU